

La Région Occitanie reconduit sa politique Bourg-Centre pour la période 2022 - 2028

Les avenants ont été signés pour les communes de Condom et Valence-sur-Baïse



La Région Occitanie reconduit sa politique Bourg-Centre pour la période 2022 - 2028

Il y aura une continuité à la politique de la Région Occitanie concernant les « contrats Bourgs-Centres » dont l'échéance arrivait au 31 décembre 2021 pour les communes de Condom (premier contrat signé le 19 février 2020) et de Valence-sur-Baïse (premier contrat signé le 18 février 2021). Au terme de cette échéance il s'avérait nécessaire pour la Région Occitanie de reconduire sa politique de Bourg-Centre par un avenant qui prolongera la durée de validité des contrats jusqu'au 31 décembre 2028.

C'est ce jeudi 9 novembre que cette formalité a été signée au siège de la Communauté de communes de la Ténarèze, CCT, en présence de Marie-Thérèse Broca-Lannaud, maire de Valence-sur-Baïse, Françoise Martinez, 1er adjointe au maire de Condom, Séverine Carchon, Conseillère Régionale, Maurice Boison, président de la CCT et de Philippe Bret, Conseiller Départemental du canton Baïse Armagnac.

Ces avenants « nouvelle génération Bourg-Centre » intègrent la volonté de rééquilibrage territorial « qui fonde les objectifs du Pacte Vert Occitanie ». Pour l'essentiel il s'agit de contribuer à la transition vers une économie circulaire et une région à énergie positive, de s'adapter à l'urgence climatique, d'utiliser durablement les ressources naturelles dont l'eau, préserver la biodiversité, prévenir et réduire les pollutions, d'améliorer la santé et le bien-être des habitants, de préserver et développer des emplois de qualité et d'agir pour le rééquilibrage territorial, l'attractivité et les mobilités durables.

Enfin, ces avenants permettent d'actualiser les enjeux de développement et les axes stratégiques des communes tout en mettant à jour les actions prioritaires du programme pluriannuel pour la période 2022-2024. Mais aussi d'intégrer la planification des actions à moyen et long terme sur la période 2024-2028 et ils permettront de s'inscrire en complémentarité au programme « Petites villes de demain ».

Ils ont dit :

Séverine Carchon : « Il s'agit de rendre les communes plus attractives en ayant un rôle de complémentarité et d'équité entre tous les citoyens ».

Philippe Bret : « Je me réjouis que tout se met en place, il y a beaucoup de travail à faire »

Marie-Thérèse Broca-Lannaud : « Nous sommes près de la population, il faut qu'elle profite des travaux d'urbanisme et des infrastructures qui doivent être aussi bénéfiques pour le tourisme et la planète ».

Maurice Boison : « Je pense qu'il sera nécessaire de faire le point une fois par an ».



Les représentants des diverses collectivités qui ont assisté à la signature des avenants.